

PARTI SOCIALISTE FRIBOURGEOIS

Propositions de relance économique post-coronavirus

L'obligation de fermer une partie considérable des activités économiques suite à la pandémie du nouveau coronavirus (covid-19) ainsi que leur réouverture graduelle en au moins deux phases chronologiquement distinctes font craindre l'éclatement d'une crise économique encore pire que celle éclatée après la crise financière globale en 2008 – dont l'économie mondiale n'est pas encore sortie complètement.

Ce papier résume les raisons pour lesquelles cette pandémie pourrait induire une grande dépression économique, avec une estimation de l'ampleur de la crise économique et l'indication des activités économiques qui seront les plus frappées par cette crise. Nous proposerons alors quelques mesures de politique économique pour sortir de cette grande dépression avec une perspective de développement durable à la fois dans le temps et dans l'espace de l'économie fribourgeoise.

La crise économique sera longue et dramatique

La pandémie du covid-19 a poussé plusieurs gouvernements nationaux à décider d'arrêter de très nombreuses activités économiques sur le plan global, à commencer par la Chine, qui a été le premier pays à avoir constaté cette maladie. Étant donné la grande interconnexion des activités dans l'économie globalisée, le «*lockdown*» chinois a frappé rapidement et considérablement le commerce international, dès lors aussi la «*chaîne de valeur*» pour la production des biens et services de toutes sortes à travers le monde entier. Les entreprises d'Amérique du Nord et d'Europe ont ainsi été contraintes de réduire, voire interrompre, leurs activités, suite à l'absence de livraisons depuis la Chine. Tout cela a aussi frappé le niveau d'emploi et le niveau des salaires de différentes catégories de travailleuses et travailleurs, dont beaucoup ont dès lors réduit leurs propres dépenses de consommation, exacerbant ainsi les problèmes dans l'ensemble du système économique, qui est alors entré dans un cercle vicieux frappant également les finances publiques par une forte réduction des recettes fiscales. Cela induira une grande dépression sur le plan économique global. Pour l'économie suisse, on peut s'attendre à un impact considérable sur le Produit intérieur brut (PIB) de 2020 et 2021, proche de 30% du PIB de 2019 (à savoir, 200 milliards de francs, abstraction

faite des mesures d'austérité que la Confédération va décider une fois que la phase la plus aiguë de la crise économique sera passée).

Les branches économiques qui seront davantage frappées par cette dépression sont celles de l'industrie manufacturière, le commerce de détail, la restauration et l'hôtellerie, ainsi que l'industrie du divertissement, étant donné qu'aussi le tourisme et le commerce international ne contribueront pas comme dans le passé récent à la croissance du PIB suisse. La diminution de la capacité d'achat des consommateurs en Suisse et dans le reste du monde sera accentuée par les mesures insuffisantes et mal ciblées des autorités politiques fédérales et cantonales, qui visent l'offre au lieu de viser la demande sur le marché des produits. Les entreprises, en fait, ne vont pas demander des crédits bancaires (même si leurs taux d'intérêt sont proches ou égaux à zéro grâce au cautionnement de la Confédération) lorsqu'elles ne s'attendent pas à pouvoir vendre ce qu'elles produisent.

La diminution du niveau d'emploi et des salaires de plusieurs catégories de travailleuses et travailleurs réduira le chiffre d'affaires et les profits de nombreuses entreprises, qui dès lors réduiront (au lieu d'augmenter) leur capacité de production, mettant en œuvre des réductions de la force de travail qui péjoreront la situation sur le marché du travail. Certaines entreprises pourraient décider d'utiliser les crédits bancaires obtenus avec le cautionnement de la Confédération pour «parquer» ces sommes sur les marchés financiers, où elles s'attendent à gagner des rentes afin de compenser au moins une partie des profits qu'elles n'arrivent plus à gagner sur le marché des produits. Dans ce cas, la stabilité financière de l'économie suisse pourrait en être affectée négativement, aussi parce que certaines banques vont déjà être fragilisées par l'augmentation du nombre de crédits hypothécaires inexigibles (à la fois pour les immeubles résidentiels et pour les bâtiments commerciaux), suite à la probable augmentation du nombre de débiteurs hypothécaires qui ne seront plus en mesure de servir leur dette, ni de la refinancer, à cause de la crise économique.

La politique économique doit changer son fusil d'épaule pour être efficace

Le cautionnement des crédits bancaires par la Confédération (la mesure principale parmi celles annoncées par le secteur public) n'est pas l'instrument approprié pour répondre correctement aux conséquences économiques de la pandémie du covid-19 car il ignore la nécessité de soutenir la demande sur le marché des produits. La seule mesure utile parmi celles annoncées en l'état est le versement d'indemnités pour pertes de gain et pour chômage partiel, étant donné qu'elle soutient la demande sur le marché des produits. Or, le pourcentage du salaire ainsi indemnisé doit être augmenté à 100% pour toutes les catégories de travailleuses et travailleurs dont la rémunération est inférieure à 50'000 francs annuels nets.

Une autre mesure qu'il convient d'introduire rapidement au niveau cantonal est celle de verser 1000 francs par mois à toute personne dont le revenu mensuel disponible est inférieur à 3000 francs (selon la déclaration d'impôt de 2019). Le financement de ce revenu de base peut être assuré par un impôt spécial «covid-19» comme cela est expliqué plus bas.

À côté des chômeurs de tout genre, dont le nombre va augmenter suite à cette crise économique, il y a bien des personnes qui travaillent trop longtemps ou de manière trop intense. Les phénomènes de «*burn out*» vont beaucoup augmenter, entraînant, au-delà des souffrances personnelles et familiales, des coûts énormes sur le plan

économique. La solution à ces problèmes sur le marché du travail, qui affectent de manière négative les dépenses de consommation et, de là, l'ensemble de l'économie nationale, consiste à «*travailler moins pour faire travailler tout le monde*» (comme ce fut proposé par le fondateur de l'entreprise FIAT, Giovanni Agnelli, dans les années 1930 – lors de la Grande dépression).

En ce qui concerne le soutien public de l'offre, celui-ci doit être donné seulement aux entreprises qui respectent des critères sociaux et environnementaux à déterminer. Ces critères doivent porter, d'une part, sur les conditions salariales et contractuelles de la force de travail et, d'autre part, sur les effets environnementaux de l'activité de l'entreprise concernée. Ces aides publiques, par ailleurs, doivent être données si et seulement si les entreprises qui les obtiennent suspendent le versement des dividendes à leurs actionnaires jusqu'à ce qu'elles aient remboursé la totalité des aides reçues par le secteur public.

Lorsque les entreprises soutenues par l'intervention publique enregistreront à nouveau des bénéfices, elles devraient payer un impôt «*covid-19*» sur les bénéfices qu'elles distribuent aux actionnaires au lieu de les investir de manière productive. Le barème de cet impôt devrait être fixé au vu de l'ampleur et de la durée des aides que les entreprises ont reçu.

En ce qui concerne les personnes physiques, il faudrait introduire un impôt cantonal «*covid-19*» sur les très grosses fortunes et les revenus très élevés de manière à faire participer les contribuables aisés au financement des politiques économiques mises en œuvre suite au coronavirus. La justification d'un tel impôt est d'ordre économique, étant donné que ces contribuables ont bénéficié de manière exclusive des politiques néolibérales mises en œuvre depuis les années 1980. Ces politiques ont induit la paupérisation de la classe moyenne et ont gravement endommagé l'environnement, créant les conditions pour le développement du coronavirus et de la pandémie qui s'en est suivie sur le plan global.

La crise économique et la grande dépression qui en découlera sont le résultat de choix politiques nuisibles à la société, à l'économie et à l'environnement. Il faut donc changer son fusil d'épaule pour éviter des crises sanitaires, sociales, économiques et environnementales encore pires que celle frappant actuellement la Suisse et de très nombreux autres pays dans l'économie globale.

© Sergio Rossi 2020